

Mathieu Bock-Côté : *La dénationalisation tranquille*, Montréal, Boréal, 2007

Charles-Ph. Courtois

Volume 11, numéro 2, 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000533ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000533ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)

1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Courtois, C.-P. (2008). Compte rendu de [Mathieu Bock-Côté : *La dénationalisation tranquille*, Montréal, Boréal, 2007]. *Globe*, 11(2), 223–226.
<https://doi.org/10.7202/1000533ar>

Mathieu Bock-Côté

La dénationalisation tranquille

Montréal, Boréal, 2007.

Dans cet essai tonique et cinglant, dans l'ensemble bien écrit, le bouillant intellectuel conservateur Mathieu Bock-Côté ne fait pas mentir sa réputation de débateur hyperactif. Dans un style dense et vif, le jeune auteur nous livre un essai marquant sur l'évolution politique et nationale du Québec depuis la défaite référendaire de 1995. Ce récit est celui d'une rapide décomposition du référent national et de la pensée nationaliste.

Dans l'esprit du sociologue, cette décomposition s'explique largement par la conversion du mouvement souverainiste, dans ses positions officielles, aux énoncés de sa frange progressiste, postmarxiste, convertie au multiculturalisme. Cette frange progressiste, ayant suivi une évolution la portant de la pensée révolutionnaire marxiste – répartie entre ses diverses chapelles ennemies – au credo multiculturaliste et à ce qu'on a coutume d'appeler la «gauche culturelle», rejoint de plain-pied une évolution idéologique qui affecte tout l'Occident depuis mai 1968.

Le premier chapitre de l'essai, l'un des plus frappants et souvent l'un des plus déridants, est dédié à l'archéologie de l'imposition de ce nouveau discours. Bock-Côté retrace, dans les archives des instances du Parti Québécois et du Bloc Québécois ainsi que dans les journaux, les déclarations-chocs d'apparatchiks aussi bien que de leaders du mouvement souverainiste en faveur d'une dénationalisation du souverainisme. Le fameux débat entre nationalisme civique et nationalisme ethnique recouvrait en fait un plaidoyer pour la dénationalisation totale et complète du référent *Québec*, où toutes les identités culturelles devraient être mises sur un même pied d'égalité. C'est le nationalisme culturel, fondement de la nation politique dans la conception nationalitaire habituelle, qui est en réalité évacué sous couvert du nationalisme ethnique systématiquement stigmatisé. «Voulons-nous former des citoyens francophones ou des citoyens québécois?» n'hésitèrent pas à demander deux apparatchiks du PQ en 1996, dans le cadre d'un débat sur l'enseignement de l'histoire, prémonitoire des débats actuels sur la réforme de l'éducation. C'est ce que Bock-Côté appelle la conversion des intellectuels souverainistes au multiculturalisme, et il replace ce processus dans une évolution idéologique occidentale à laquelle les Québécois progressistes ont fini par se joindre, à la faveur de la défaite référendaire de 1995 et de l'opprobre entourant les déclarations de Jacques Parizeau le soir de la défaite.

Les deux chapitres suivants sont consacrés à ce que Bock-Côté juge comme étant le principal travail intellectuel assurant le triomphe de cette dénationalisation, c'est-à-dire le travail des historiens. Gérard Bouchard, chez les souverainistes, et Jocelyn Létourneau, chez les fédéralistes, partant tous deux d'une option différente, se rejoignent pourtant sur un élément fondamental; et c'est l'entreprise de redéfinition du Québec en fonction du multiculturalisme par le biais d'une nouvelle histoire que chacun entreprend selon une manière très personnelle. L'exposition de cette convergence est un des points forts de l'essai.

Gérard Bouchard développe le thème de l'américanité du Québec, une lecture très critique du passé canadien-français qui se résumerait à un échec total et à une déconnexion des élites francophiles d'avec un peuple en contact avec l'américanité. *Last but not least*, l'idée centrale chez Bouchard serait que le Québec est un agrégat de groupes ethniques où les Canadiens français ne sont qu'un des éléments de la mosaïque, plutôt que la matrice du tout. Ainsi, l'œuvre de Bouchard, un ardent défenseur à la fois de cette conception pluraliste et de l'indépendance de la nation québécoise, est en proie à de profondes contradictions. Non sans raison, Mathieu Bock-Côté souligne en conclusion qu'«[o]n ne peut chercher à reconstruire l'idée nationale à partir de questions qui sont faites pour la faire éclater» (p. 88).

Quant à lui, Jocelyn Létourneau a coutume de travailler sur la mémoire historique populaire des Québécois et la conscience nationale qu'on peut y déceler. Cette mémoire nationale, Létourneau plaide pour que l'État entreprenne tout ce qu'il peut pour la déconstruire, au nom d'un avenir meilleur, où le Québec se réconcilierait avec deux idées qui sont autant de concepts clés de son œuvre: 1) une diversité culturelle intrinsèque au Québec actuel, laquelle possède des racines historiques; et 2) son «ambiguïté» essentielle, qu'on pourrait décrire comme le refus de l'assimilation d'un côté et la peur de l'indépendance de l'autre, qui ont tracé une tradition plurisculaire de compromis. Prenant en compte les moyens auxquels les idées de Létourneau ont maintenant accès pour déconstruire la conscience nationale par une réécriture de l'histoire – spécialement le nouveau cours d'histoire du Québec au secondaire –, Bock-Côté, dans une conclusion cinglante, répond à une remarque de Létourneau lui-même, qui admet que beaucoup qualifieront son entreprise de trahison: «Reconnaissons à Létourneau un peu de perspicacité» (p. 128).

Le quatrième et dernier chapitre est consacré à ce que l'auteur présente comme une sorte d'École de Montréal spontanée, c'est-à-dire une production à caractère historique, qui n'est pas forcément l'œuvre d'universi-

taires ou d'historiens, mais qui pose des questions d'ordre national que le milieu académique des historiens québécois a largement bannies de ses travaux depuis une génération. Ce chapitre est sans doute le moins percutant de l'ouvrage. Il y a, bien sûr, des historiens établis qui abordent encore ces problèmes et dont Bock-Côté ne traite pas. Pour l'essentiel, cependant, Bock-Côté n'a pas tort de souligner que telle est devenue la sensibilité dominante des départements d'histoire au Québec. Et, faute d'une production historique abordant les questions nationales, une production populaire du type *Le livre noir du Canada anglais*¹⁶ est quasiment seule à satisfaire cette demande de sens du public, qui s'identifie encore à la nation québécoise et n'est pas interpellé par ces conceptions « post-nationales ».

Revenons sur la thèse défendue par Bock-Côté. La trame de fond de *La dénationalisation tranquille* est que le Québec est soumis à une entreprise de laminage antinational sous l'action combinée de politiques et d'intellectuels convertis au multiculturalisme, idéologie antinationale portée essentiellement, à ses yeux, par d'anciens marxistes qui ont trouvé là une nouvelle voie d'action délétère. Un tel diagnostic pose le débat en termes droite-gauche très tranchés, qui n'étonnera pas les habitués des interventions de Bock-Côté, un des rares intellectuels québécois à se revendiquer fièrement de droite et conservateur. Sur ce plan, il réjouira les gens de droite et hérissera ceux de gauche.

Toutefois, Bock-Côté met le doigt sur un phénomène qui ne laissera pas les nationalistes de gauche insensibles : au contraire, plusieurs reconnaîtront la justesse de son diagnostic, même s'ils ne seront pas entièrement d'accord quant à la désignation des coupables. Il existe bien sûr à travers l'Occident, le Québec y compris, une pléthore d'intellectuels progressistes convertis au multiculturalisme qui sont d'anciens marxistes virulents. Il y a cependant un élément déterminant au Québec dans ce débat, auquel Bock-Côté accorde trop peu d'importance : c'est le rôle du nouveau nationalisme canadien trudeauiste et du Canada sans définition, puis la propagation de cet idéal au Québec. Il y a quantité de libéraux en faveur du multiculturalisme, représentés tant par *La Presse* que par *The Gazette*, qui n'ont pas de sympathies socialistes et qui utilisent ce nouvel idéal pour dépeindre le nationalisme québécois – et en somme tout élan nationalitaire classique – sous les pires traits du nationalisme ethnique liberticide, voire génocidaire.

+ + +

16. Normand LESTER, *Le livre noir du Canada anglais*, Montréal, Les Intouchables, 2001 (vol. 1), 2002 (vol. 2).

Mais c'est justement à ce titre que l'essai de Mathieu Bock-Côté peut intéresser autant les lecteurs de gauche que ceux de droite. Les questions qu'il pose à l'historiographie en sont tout à fait emblématiques et dépassent ce clivage. Si les communautés politiques doivent toutes répondre à ce nouvel idéal cosmopolite, que restera-t-il, demain, des véritables différences culturelles en Occident – celles incarnées par des États-nations formant ce qu'on peut appeler des sociétés distinctes et qui, alors, seraient tous identiquement pluriels –, et que restera-t-il de la démocratie, qui repose après tout sur l'autodétermination d'un peuple, si ce peuple est remplacé par un agrégat de groupes ethniques, de communautés culturelles et de peuples divers sous la tutelle d'une autorité politique, rappelant les ensembles impériaux d'antan?

Ce sont donc des réflexions fondamentales sur les défis politiques de notre temps, l'avenir du nationalisme et même la nation québécoise que soulève Mathieu Bock-Côté. Cet essai exubérant plaira aux amateurs de débats intellectuels vigoureux et devrait susciter l'intérêt tant des conservateurs que des gauchistes critiques du multiculturalisme, qui y trouveront une série d'analyses utiles à leurs réflexions.

Charles-Ph. Courtois
Université du Québec à Trois-Rivières

Robert Bernier [dir.]

L'État québécois au XXI^e siècle

Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005.

En ce début de XXI^e siècle, les réflexions qui constituent les bases de *L'État québécois au XXI^e siècle* sont extrêmement à propos. En effet, on ne peut que saluer ce désir de présenter et d'expliquer les enjeux et défis auxquels sera confronté l'État québécois au cours des prochaines années. L'idée de produire ce collectif est née à la suite de la victoire du Parti libéral de Jean Charest, en avril 2003. La plate-forme proposée par ce parti, qui était fondée sur la réduction de la taille de l'État et, entre autres, l'augmentation des pratiques de sous-traitance, a rapidement suscité l'intérêt des scientifiques. Devant ces promesses de changement, il semblait nécessaire de marquer un temps d'arrêt, de tracer un bilan des dernières années et de proposer des balises pour l'avenir.